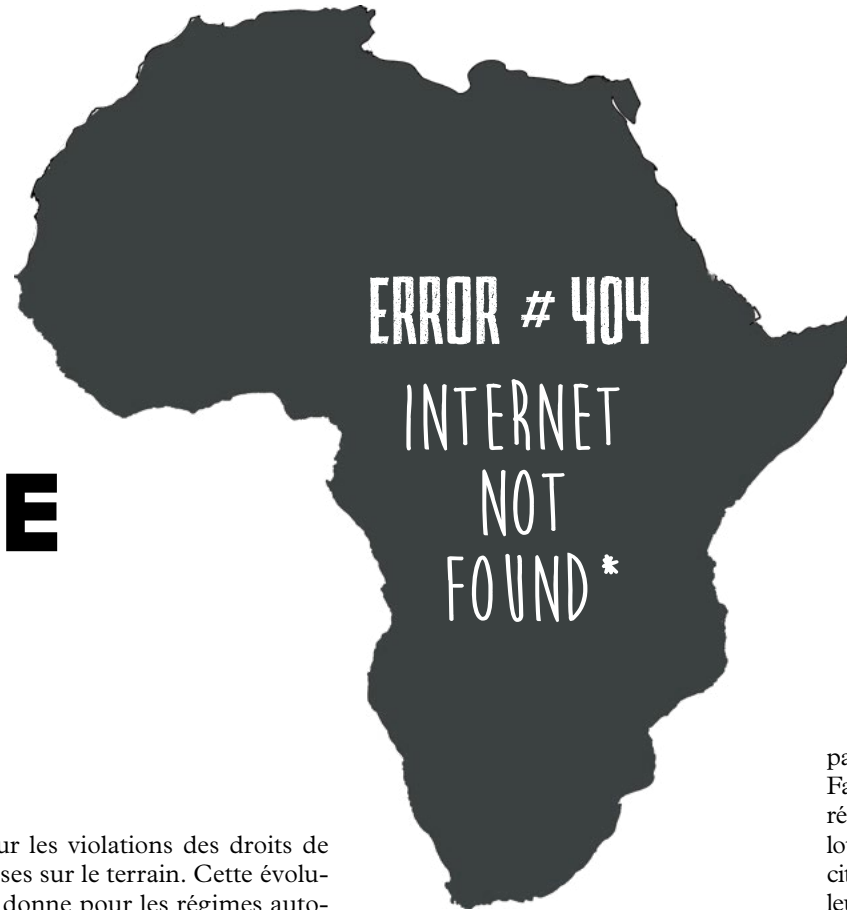


# INTERNET COUPÉ, DROITS DE L'HOMME EN DANGER

TEXTE ANNA DEMONTIS, chargée de projet éditorial à l'ACAT  
ILLUSTRATION CORALIE POUGET



**14** En Afrique, les coupures Internet ne cessent de se multiplier lors des périodes politiques considérées comme sensibles par les autorités. Si ces épisodes sont à surveiller, c'est parce qu'ils cachent souvent des exactions et des atteintes aux droits de l'homme.

**C**ongo-Brazzaville, mars 2016 : alors que les Congolais s'apprêtent à élire un nouveau président, les télécommunications sont coupées pendant 48 heures. Gabon, septembre 2016 : l'accès au Web est complètement bloqué, tandis que dans la rue, les manifestants s'opposent aux résultats de l'élection présidentielle. République démocratique du Congo (RDC), janvier 2018 : Internet est coupé pendant trois jours au moment où des manifestants laïcs catholiques organisent une marche pacifique à Kinshasa. Ouganda, Tchad, Éthiopie, Mali, Niger, Cameroun... La liste des gouvernements africains n'hésitant pas à suspendre l'accès à Internet lors des périodes politiques dites « sensibles » n'a cessé de s'allonger ces dernières années. Selon l'ONG AccesNow, qui défend les droits fondamentaux des utilisateurs d'Internet dans le monde, 50 coupures intentionnelles ont été recensées en 2016 sur le territoire africain, contre 20 l'année précédente.

## SANS IMAGE ET SANS TÉMOIGNAGE

C'est qu'en moins de dix ans, Internet a explosé en Afrique subsaharienne, notamment grâce à l'arrivée sur le marché de smartphones venus de Chine et vendus à des prix défiant toute concurrence. Parce que ces « téléphones intelligents » peuvent être en permanence connectés à Internet, chaque citoyen qui en possède un devient un producteur et un média d'information. Permettant, par là même, de

communiquer sur les violations des droits de l'homme commises sur le terrain. Cette évolution a changé la donne pour les régimes autoritaires, trop habitués à commettre des exactions à l'abri des regards de la communauté internationale. « *Le deuxième vecteur, ce sont les réseaux sociaux*, ajoute Julie Owono, directrice exécutive d'Internet sans frontières. *Facebook a opté pour une stratégie ultra offensive sur le continent africain en produisant une application qui consomme peu de données, appelée Free Basics* (voir encadré). »

Ainsi, les réseaux sociaux, devenus plus accessibles, ont permis aux citoyens de mieux s'organiser et de se mobiliser plus rapidement. « *Facebook n'a pas agi ainsi pour faire avancer la démocratie, concède Julie Owono. Mais ces outils ont été exploités par l'intelligence collective qui a pu accéder à de l'information non filtrée par le pouvoir central en amont.* » Et c'est bien cette intelligence collective que les régimes autoritaires, voire dictatoriaux, cherchent à casser en coupant l'accès à Internet. « *Ils le font lors des processus électoraux, mais aussi pour essayer de restreindre les libertés des opposants, des manifestants ou des groupes de citoyens qui portent des revendications politiques et sociales, la veille d'une manifestation par exemple* », explique Clément Boursin, responsable des programmes Afrique à l'ACAT. Comme au Cameroun, où le régime de Paul Biya a ordonné à Orange de couper Internet pendant trois mois, entre janvier et avril 2017, alors que la minorité anglophone du

## Free Basics, kesako ?



Un message envoyé, une émission de radio écoutée, un trajet cherché sur notre GPS... Chaque fois que nous utilisons Internet sur notre téléphone, nous consommons de la « data » (« donnée » en anglais). En clair, plus notre forfait téléphone contient de « gigas » (unité de mesure de la data), plus nous pouvons surfer rapidement sur le Web et exécuter des tâches lourdes comme charger une image en haute définition ou regarder une vidéo. Afin de démocratiser l'accès à Facebook en Afrique, l'entreprise de Marck Zuckerberg a conçu une application Facebook qui consomme peu de données, appelée « Free Basics ». Plus besoin de payer un forfait mobile avec un nombre de gigas élevé pour, par exemple, publier sur le Web une vidéo d'une manifestation. Mais Julie Owono, d'Internet sans frontières, met en garde : il s'agit, en réalité, d'un Internet soigneusement filtré par Facebook et ses partenaires. Si Facebook a donc joué un rôle indéniable pour un meilleur accès de l'information et de la communication en Afrique, des progrès restent à faire pour qu'Internet y soit démocratisé dans sa globalité.

pays protestait contre sa marginalisation. Twitter, Facebook, YouTube, WhatsApp... Sur tous ces réseaux sociaux, chaque manifestation offre son lot de vidéos où l'on voit des militaires tirer sur des citoyens, des victimes montrant des balles dans leur corps ou des cadavres à terre. « *Or, quand les autorités répriment, elles veulent que cela se fasse dans le silence, sans image et sans témoignage* », ajoute Clément Boursin.

car ils administrent le réseau », affirme Julie Owono. Au début de l'année 2017, par exemple, c'est la filiale camerounaise d'Orange qui avait coupé l'accès à Internet dans le pays. Nul doute que des leviers d'actions et de plaidoyer existent donc bel et bien, surtout lorsque les entreprises concernées détiennent des capitaux publics. « *Il y a la possibilité de faire avancer le droit international en la matière* », atteste Clément Boursin.

## LEVIERS DE PLAIDOYER

Pour l'ACAT, chaque coupure d'Internet restreint la possibilité pour des victimes et des témoins de transmettre l'information quand sont commises des violations des droits de l'homme. « *Tous les interlocuteurs avec qui nous travaillons passent par Internet et les réseaux sociaux* », développe Clément Boursin, pour qui Internet est devenu indispensable. « *Même si la question ne rentre pas directement dans notre mandat, qui dit coupures d'Internet dit souvent des exactions commises sous silence.* » Un avis confirmé par Julie Owono : « *On peut considérer qu'aujourd'hui, la coupure d'Internet est un premier signal que des violations des droits de l'homme ont lieu.* »

Fort heureusement, les médias et la communauté internationale l'ont bien compris. Désormais, lorsqu'un pays décide de couper l'accès au Web, la presse internationale s'y intéresse et les sociétés civiles se mobilisent. Reste à savoir de quel côté chercher les responsabilités. « *La chaîne de commandement fait que le réseau ne peut pas être coupé sans la complicité volontaire ou involontaire des opérateurs de télécommunications*

33

en millions d'euros, les pertes pour l'économie camerounaise causées par les coupures Internet en 2017.

Source : Internet sans frontières

2

en milliards d'euros, les pertes pour l'économie mondiale causées par les « perturbations intentionnelles de la connexion »

Source : OCDE

## VIGILANCE

Déjà, en juillet 2016, le Conseil des droits de l'homme des Nations unies adoptait une résolution dans laquelle il condamnait « *sans équivoque les mesures qui visent à empêcher ou à perturber délibérément l'accès à l'information ou la diffusion d'informations en ligne, en violation du droit international des droits de l'homme* ». Pour Internet sans frontières, il faut désormais « *donner corps à cette résolution* » non contraignante. « *Les États doivent s'astreindre à cette résolution qu'ils ont fait adopter, ceux qui pratiquent les coupures, mais aussi ceux qui ne les pratiquent pas et qui, comme la France, prétendent être à l'avant-garde du combat pour les droits de l'homme dans le monde* », précise Julie Owono. D'ici là, il s'agit d'être vigilant à chaque fois que survient une coupure d'Internet, d'autant que les prochains mois seront jalonnés d'échéances électorales : à la fin de l'année 2018 en République démocratique du Congo (RDC), en février 2019 au Nigéria et enfin, en octobre 2019 au Cameroun.

\*« Internet indisponible » en Anglais